L'an deux mil dix-huit, et le quinze du mois de juin, à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Frédéric CHAPUIS, Maire.

Date d'affichage : 22/06/2018

Présents : Frédéric CHAPUIS, Armand FALVO, Éric FAUCHON, Christophe GUICHARD, Stéphanie JUPILLE, Alexandre ORMAUX, Marie PASCAL.

Absents Excusés : Ludovic BRENOT ayant donné pour voir à Frédéric CHAPUIS, François MAILLOT ayant donné pouvoir à Alexandre ORMAUX.

M Armand FALVO a été élu secrétaire.

2018-30

Objet : Modification statutaire N°1/2018 pour la prise des compétences « eau » et « assainissement » par la Communauté de communes du Pays Riolais

Le Conseil Municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Riolais en date du 15 mars 2018 sur la prise des compétences « eau » et « assainissement » ;

VU le courrier du Président de la Communauté de communes du Pays Riolais en date du 19 mars 2018 portant notification de la délibération susvisée ;

CONSIDERANT que ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux de ses communes membres, se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale ;

CONSIDERANT que le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Riolais a délibéré en faveur de la prise des compétences « eau » et « assainissement » le 15 mars 2018, il appartient désormais au conseil municipal de chaque commune membre, dans un délai de trois mois à compter de la notification au Maire de cette délibération, de se prononcer sur les transferts proposés ;

CONSIDERANT que les conseils municipaux des communes membres sont dès lors appelés à se prononcer sur ces transferts de compétences dans les conditions visées à l'article L. 5211-17 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1. **REFUSE** le transfert de la compétence « eau potable » à la Communauté de communes du Pays Riolais, à compter du 1^{er} janvier 2019
2. **REFUSE** le transfert de la compétence « assainissement » à la Communauté de communes du Pays Riolais, à compter du 1^{er} janvier 2019
3. **REFUSE** le projet de statuts modifiés joint à la présente délibération
4. **REFUSE** le principe du transfert des résultats budgétaires des budgets annexes, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, à la Communauté de communes

Cette délibération est prise à l'unanimité des suffrages exprimés par **9** voix pour, **0** voix contre et **0** abstentions

2018-31

Objet : Extension du réseau d'électricité et de l'installation communale d'éclairage public pour le lotissement communal de 11 maisons individuelles rue de Boulot (B 6657).

Monsieur le maire expose qu'il y a lieu de réaliser une extension du réseau de distribution publique d'électricité pour la construction de 11 maisons individuelles rue de Boulot, relevant de la compétence du syndicat intercommunal d'énergie du département de la Haute-Saône (SIED 70) auquel la commune adhère.

Monsieur le maire précise que ces travaux sont à coordonner à des travaux sur l'installation d'éclairage public relevant de compétences optionnelles du SIED 70 et propose d'en mandater la maîtrise d'ouvrage à ce syndicat.

Les travaux envisagés par les services du SIED 70 pourront consister dans :

- L'extension souterraine du réseau concédé d'électricité longue d'environ 220 mètres avec la mise en place dans la tranchée d'un câble d'éclairage public ;
- La fourniture et la pose de 6 ensembles d'éclairage public, thermolaqués RAL 7038, composés chacun d'un mât droit cylindro-conique de 5 mètres de hauteur et d'un luminaire équipé d'une lampe à vapeur de sodium haute pression de 50 W.

Monsieur le maire donne lecture d'un projet de convention et de son annexe financière, et décrit la procédure sur les modalités d'acquisition des matériels d'éclairage public.

Monsieur le maire propose au conseil municipal de retenir, pour ses qualités esthétiques et techniques, le luminaire type ECLAT, Classe 2, IP 66, IK08, équipé d'une lampe à vapeur de sodium haute pression, d'une puissance de 50W, d'une efficacité lumineuse > 70lm/W, ULOR <3%, et teinte RAL 7038 (couleur gris standard).

Il indique que la commune devra étudier et retenir le type des matériels d'éclairage public qui devront être installés dans le cadre de cette opération.

Le conseil municipal, entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- 1) **APPROUVE** le programme des travaux présentés par Monsieur le maire.
- 2) **DEMANDE** au SIED 70, la réalisation des travaux définis ci-dessus par Monsieur le maire.
- 3) **AUTORISE** Monsieur le maire à signer la convention de mandat et son annexe financière prévisionnelle annexées à la présente délibération.
- 4) **DECIDE** de retenir, les matériels d'éclairage public du type de ceux décrits par Monsieur le maire pour leurs qualités esthétiques et techniques.
- 5) **S'ENGAGE** à prévoir au budget les crédits nécessaires.
- 6) **PREND ACTE** qu'une opération de renforcement du réseau de distribution publique d'électricité sera nécessaire à plus ou moins longue échéance.

2018-32

Objet : Convention de rétrocession des équipements et des espaces communs du lotissement des Consorts DEBIEF

Le Conseil Municipal après lecture de la convention annexée à la présente délibération, autorise le Maire, à l'unanimité, à signer avec les Consorts DEBIEF Alain, Maryse et Cédric, la convention de rétrocession des équipements et des espaces communs prochainement réalisés sur le lotissement de la rue de Boulot, sous réserve de l'obtention du permis d'aménager.

2018-33

Objet : Choix des travaux de voirie 2018

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de réaliser les travaux de voirie suivants :

- Réparations localisées sur voies communales et rues du village
- Réfection et aménagement rue du Cordonnet
- Réfection et aménagement rue des Côtes
- Réfection et aménagement rue des Combes
- Réfection traversée de la Lotière (option 2)
- Réfection chemin des Foulnières

Il autorise le Maire à signer tout document relatif à ces travaux.

2018-34

Objet : Choix de l'entreprise pour les travaux de voirie 2018

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de retenir l'entreprise STPI - BP21 – 70250 RONCHAMP, pour la réalisation des travaux de voirie (Réparations localisées sur voies communales et rues du village, réfection et aménagement rue du Cordonnet, réfection et aménagement rue des Côtes, réfection et aménagement rue des Combes, réfection traversée de la Lotière (option 2), réfection chemin des Foulnières).

Le Conseil Municipal autorise le Maire à signer les devis qui s'élèvent à 22941.00 € HT soit 27529.20 € TTC et tout document relatif à ces travaux.

2018-35

Objet : démission de l'agent d'entretien Mairie

Le Conseil Municipal prend connaissance de la lettre de démission de Madame Brigitte DUCRET, au poste d'adjoint technique occupant les fonctions d'agent d'entretien Mairie, à compter du 1^{er} juin 2018.

le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte cette démission.

2018-36

Objet : droits de préemption urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de ne pas exercer son droit de préemption sur les immeubles cadastrés A784 et D309.

2018-37

Objet : Avenant au bail communal La Pommeraie ZH 27

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de modifier le bail communal signé avec Monsieur Maurice GUIGNARD pour la parcelle cadastrée ZH 27 « La Pommeraie » comme suit :

L'article 7

Le passage « elle se réserve également, pour les habitants de la commune, le droit de ramassage des noisettes, champignons, etc ... » est supprimé

La phrase « Le terrain est destiné aux dépôts de ruches sous la responsabilité entière du bailleur » est ajoutée.

Il autorise le Maire à signer un avenant à ce bail conformément à ces modifications.

2018-38

Objet : Subvention au CCAS

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'octroyer une subvention de 200 € au CCAS.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus

Ont signé au registre les membres présents